

L'Anarcho-syndicaliste

N°211 - Le numéro: 2 €

Mai - Juin - Juillet 2019

« ... Nous sommes en outre ce qu'ils ne sont pas : des révoltés de toutes les heures, des hommes vraiment sans dieu, sans maître, sans patrie, les ennemis irréconciliables de tout despotisme, moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures (y compris celle du prolétariat) et les amants passionnés de la culture de soi-même... ». *Fernand Pelloutier - Lettre aux Anarchistes.*

NOUS AVONS OSÉ! ET NOUS CONTINUONS!

Le Congrès confédéral de Lille de juin 2018 a marqué, par ses votes et ses résolutions, la volonté nette de mettre fin aux dérives de la Confédération. Pascal PAVAGEAU, élu, incarnait cette volonté d'une confédération résolue à se battre contre la politique de destruction des acquis.

Son débarquement par une alliance des courants HOMEZ et RAGUIN a abouti, dès le mois de novembre, au rétablissement d'une attitude de collaboration-compromission avec le pouvoir et au rejet total du mouvement des «Gilets-jaunes».

La signature de l'accord AGIRC-ARRCO aux termes duquel FO accepte la mise en place du système de décote, honteusement appelé «*coefficient de solidarité*» (art.7 de l'accord) est une nouvelle preuve de la dérive de la confédération:

«La Commission Exécutive du 16 mai, approuve la signature de cet accord et affirme, dans le même temps, son opposition sans concession à toute forme de dispositif dit de bonus-malus, conduisant les salariés à travailler jusqu'à 63-64 ans, et confirme l'amplification

de sa campagne en direction des salariés... avec pour point d'orgue un rassemblement d'ampleur nationale, dès la rentrée de septembre, dans l'objectif de préparer le rapport de force interprofessionnel et, si nécessaire, la grève...».

Signer un accord acceptant la décote et appeler «*en même temps*» à un rapport de force interprofessionnel et «*si nécessaire la grève*» contre la décote relève de la trahison et fait craindre les pires capitulations pour l'avenir.

Il est urgent de remettre le syndicalisme sur ses bases fondatrices: *Lutte des classes – Charte d'Amiens.*

C'est ce que les militants CGT, avec Robert BOTHEREAU, ont fait en créant la CGT-FO.

C'est ce que les militants réunis à Beaugency le 1^{er} juin ont réaffirmé en appelant à une deuxième rencontre les 5 et 6 octobre 2019.

Marc HÉBERT.

**CONTINUONS D'AGIR DANS NOS STRUCTURES SYNDICALES POUR
"REMETTRE LE SYNDICALISME SUR SES BASES FONDATRICES"
ET PRÉPARONS LA PROCHAINE RENCONTRE.**

Nous militants syndicalistes, réunis le 1^{er} juin à Beaugency, avons rendu hommage à la mémoire de Robert Bothereau et à son combat pour le syndicalisme libre et indépendant. Nous avons réaffirmé notre volonté de poursuivre la discussion la plus large possible avec tous les travailleurs concernés par l'urgence sociale et les questions environnementales.

Aussi, nous avons décidé de nous constituer en comité de préparation à une deuxième rencontre à l'automne sur la base de la poursuite et de l'élargissement de la diffusion et de la signature de l'appel "*Lutte de*

classe - Chartes d'Amiens- Remettre le syndicalisme sur ses bases fondatrices".

Nous y sommes d'autant plus déterminés que le mouvement social et populaire des *Gilets-jaunes* lève la voile de façon criante sur la situation politique: la subordination de la finance fondée sur la soumission du plus grand nombre à son diktat.

C'est dans ce contexte politique que la répression du mouvement des *Gilets-jaunes* s'exerce, cette répression liberticide et honteuse que certaines centrales

(suite en page 2)

syndicales ont refusé de condamner fermement (*Voir motion jointe à ce sujet*).

Aussi, nous rejoignons l'*Appel pour un acte national d'annulation des peines* exprimé par les *Gilets jaunes* à Saint-Nazaire le 7 avril 2019.

Nous considérons les actes de résistance contre l'oppression et les régressions sociales comme le premier devoir des syndicats, et son exercice comme leur premier mode d'action.

Mais aujourd'hui, tant en France que partout dans le monde, l'exploitation capitaliste opprime les peuples, les salariés qu'elle veut réduire au rang d'esclaves, détruit toutes les ressources et menace très sérieusement l'environnement, donc la planète. Aussi, nous reprenons la revendication que les *Gilets-jaunes* résumement par: «*Fin du monde, fin du mois, même logique, même combat*».

Nous rappelons que nous faisons nôtre la devise:

«*L'émancipation des travailleurs doit être l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes*».

En conséquence, nous appelons, à nouveau, les militants syndicalistes désireux de poursuivre l'oeuvre déclarée par la *Charte d'Amiens*, à se réapproprier leur organisation confédérée, afin de refonder le syndicalisme libre et indépendant et, à agir, au travers des actions et revendications quotidiennes, pour la réalisation de l'émancipation intégrale des travailleurs:

«*Mais cette besogne (l'oeuvre revendicatrice) n'est qu'un côté de l'oeuvre du syndicalisme: il prépare l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste; il préconise comme moyen d'action la grève générale...*».

Les circonstances actuelles exigent le rejet et le changement des règles économiques, sociales et environnementales établies par les capitalistes, tels qu'au lendemain de la guerre, les Résistants le firent au travers du programme du *Conseil National de la Résistance*. Cette oeuvre ne peut être que collective.

MOTION POUR TOUTES LES LIBERTÉS ET CONTRE TOUTES LES RÉPRESSIONS

Les militants syndicalistes réunis lors de la Rencontre du 1^{er} juin 2019 à Beaugency sur la base de l'appel:

«*Lutte de classe – Charte d'Amiens – remettre le syndicalisme sur ses bases fondatrices*»,

tiennent, comme première décision, à exprimer leur condamnation totale des violences policières et de la répression gouvernementale engagé contre les *Gilets-jaunes* dès le début de la révolte.

Comment ne pas être scandalisé par le bilan actuel:

- 12.107 interpellations,
- 10.718 gardes à vue,
- 2.000 condamnations,
- 284 blessés,
- 24 éborgnés,
- 5 mains arrachées,
- 1 mort.

Un tel bilan est au niveau des communiqués de temps de guerre.

Ces méthodes sont celles d'un régime autoritaire.

C'est pourquoi nous dénonçons l'absence de condamnation ferme de cette violence par certaines centrales syndicales.

Et nous exigeons:

- L'annulation de toutes les procédures juridiques en-

gagées contre les *Gilets-jaunes* manifestants à Paris ou sur les ronds-points,

- L'annulation des condamnations déjà prononcées,
- Le retour à la liberté totale de manifester et de porter ses revendications aux autorités,
- L'abrogation des lois liberticides telles que la « loi anticasseurs » ainsi que les lois qui l'ont précédées,
- L'annulation de toutes les restrictions aux droits syndicaux qui se succèdent de manière continue notamment depuis 1982.

L'*Appel de Beaugency* est disponible sur le site de l'*Union des Anarcho-Syndicalistes*:

http://www.uas-pelloutier.fr/appel_de_beaugency_2.pdf

SOMMAIRE:

- p.1-2:** • Nous avons osé! et nous continuons!
... *Marc HÉBERT*
- Continuons d'agir... et préparons la prochaine rencontre
 - Motion pour toutes les libertés et contre toutes les répressions
- p.3-4:** • Éditorial ... *Marc HÉBERT*
- p.5-7:** • De la *Charte d'Amiens* et de la réflexion approfondie dont elle doit être l'objet... *Yvon BOURHIS*
- p.8:** • Voici ce que j'ai répondu sur facebook concernant les critiques sur le mouvement et les manifestations
... *Frédéric VUILLAUME*
- Ode à MAILLY ou: le blues du dentiste...
... *par le père Nicieux*
- p.9:** • Un sacré coup d'gueule... *du père Siffleur*
- Abonné(e)?... *Christine*
- p.10:** • Les nuits blanches et idées noires...
... *du père Cuteur*

ÉDITORIAL

L'ÉMOUVANT APPEL D'HUBERT RAGUIN LORS DE LA C.E. CONFÉDÉRALE DU 25 JUIN, POUR REVENIR À NOS «FONDAMENTAUX», EST UNE MYSTIFICATION!

Pour mémoire, ce n'est pas d'aujourd'hui que la «*collusion*» entre Raguin, Hébert P. et Homez existe et dicte la politique de la Confédération.

D'abord pour soutenir la politique d'accompagnement de Mailly jusqu'à la fin de son mandat.

Les membres du C.C.N. se souviennent certainement des C.C.N. de Biarritz (rupture conventionnelle), de Rodez (vote électronique), des rédactions consensuelles de dernière minute en Commission de résolution générale après concertation avec Mailly, Homez et Hébert P. à huit clos...., des appels vibrants lors de ces résolutions pour le consensus afin de ne pas faire exploser la maison Force Ouvrière «*au seul plaisir de se compter*»!!!

La «*collusion*» a voulu et soutenu le maintien de Mailly pour un mandat de plus, puis devant l'évidence de l'absence d'opposants à Pavageau, a préparé bien avant le congrès, la chute du nouvel élu.

La «*collusion*» a également manœuvré pour amortir au maximum le carton rouge infligé à Mailly sur son rapport d'activité, œuvre efficace puisque beaucoup se sont abstenus, et ensuite, pour faire chuter Pavageau.

Le départ de Pavageau était déjà préparé avant le Congrès avec la complicité de membres du Bureau confédéral et de Secrétaires d'U.D., l'affaire du fichier n'a été qu'un prétexte.

Nous sommes donc bien dans une stratégie à long terme et ne pas le comprendre nous expose à la manipulation dont sont experts les membres de cette «*collusion*».

La C.E. confédérale est élue par le C.C.N., c'est-à-dire par les Secrétaires d'U.D. et les Secrétaires de Fédérations. C'est sur la base d'un accord Homez - Raguin - Hébert P. - Mailly que la composition de la C.E. confédérale a été mise en place lors du C.C.N. du Congrès de Lille. La C.E. est donc verrouillée par deux sensibilités principalement: «*Métaux- lourds*», «*P.O.I. et sympathisants*».

La révélation brutale de cette «*collusion*» de gestion est la déclaration commune Raguin-Homez du 15 octobre 2018 qui aboutit au départ de Pascal Pavageau. Verrier élu remplaçant de Pavageau est aux mains de cette «*collusion*» comme l'aurait été Grolier.

La ligne confédérale est la ligne déterminée par cet «*attelage*».

Aujourd'hui la base militante:

- Conteste de plus en plus le retour à la ligne confédérale d'inspiration Mailly,
- Conteste le rejet du mouvement des *Gilets-jaunes*,
- Conteste les complaisances et l'accompagnement des contre-réformes et régressions sociales (liées à la ligne de la C.E.S. au service du capitalisme).

Il faut examiner les déclarations de Raguin à la C.E. confédérale du 16 mai sous cet angle.

Dans sa note fédérale qui a suivi la C.E. confédérale du 16 mai 2019, Raguin indique qu'il s'est exprimé contre l'accord Agirc-Arrco ainsi que 13 camarades tandis que 15 autres auraient approuvé la proposition du Secrétaire général favorable à la signature. Or le Secrétaire Général ne s'exprime que sur une ligne préalablement déterminée.

Raguin conclut cette note en mentionnant que la C.E. a adopté à l'unanimité une déclaration de soutien à l'ensemble des revendications: Fonction publique, Santé, Éducation, Retraites, et soutien à un rassemblement d'ampleur nationale au mois de septembre préparant si nécessaire la grève!!!

Raguin publie ensuite un édito dans le journal FNEC-FO n°211 dans lequel il prétend qu'il y a eu un vote majoritaire pour signer et que «*les militants de la C.E. se réclamant de la sensibilité anarchiste décidaient de voter pour*».

Raguin doit nous dire:

- Quelles sont les sensibilités en présence à la C.E.?

- Quel est leur poids respectif?

- Quel est leur rôle?

Nous n'avons, quant à nous, anarcho-syndicalistes, aucun «*relais sensible*» au sein de la C.E. confédérale.

Dans l'édito du journal de la FNEC-FO n°211, Raguin se montre particulièrement critique et lève le drapeau rouge pour incarner la résistance ouvrière!

Mais il n'y a pas eu de vote à la CE du 16 mai et personne n'a demandé le vote pour décider de signer ou non l'accord Agir-Arrco. Il y a eu une consultation que Veyrier aurait conclue en affirmant qu'il y avait 15 pour la signature et 14 contre.

Nous demandons d'ailleurs la publication du pro-

(suite en page 4)

ès-verbal de la réunion de la C.E. du 16 mai et que ce soit fait de manière systématique pour toutes les réunions du C.C.N.

Alors comment et pourquoi ceux qui se sont exprimés contre la signature d'un accord validant le système de décote, décision contraire aux résolutions du Congrès confédéral, ont-ils pu dans la foulée adopter à l'unanimité une résolution en totale contradiction avec cette signature et appeler «*Tous ensemble!*» à un mouvement d'ampleur nationale contre la réforme des retraites?

Ce qui s'est passé à cette CE démontre la perte totale d'orientation de l'organisation. Cela relève de la manigance et participe au discrédit des organisations syndicales.

La position à tenir, pour un militant libre et indépendant respectueux des décisions de congrès, aurait été de demander à ce qu'il soit procédé à un vote sur cette signature, et en cas de vote positif de la C.E., de déclarer que la signature de cet accord étant en opposition avec les résolutions du Congrès de Lille, elle constituait une violation de l'article 7 de nos statuts confédéraux, et d'informer la Commission exécutive de la saisine de la commission de l'article 39.

Et il ne fallait évidemment pas se prêter à la mascarade de l'adoption d'une résolution consensuelle marquant de fait l'unité et donc l'absence de réaction sérieuse à la décision de signature.

Tous les écrits de Raguin ont donc pour objectif d'annoncer que la messe est dite à cause des anarchistes...

Pour aller jusqu'au bout de notre analyse, il est important de se poser la question: *Pourquoi Raguin évoque-t-il dans son édito la «sensibilité anarchiste»?*

Pourquoi n'évoque-t-il pas donc d'autres sensibilités? La réponse est simple: il veut mettre à l'index ceux qui ne se rangent pas derrière un chef de parti (ou de tendance genre syndicalisme de collaboration).

Mettre à l'index les anarchistes, les anarcho-syndicalistes, c'est pointer ceux qui ne porte aucun «*mandat extérieur*» ceux qui ne se regroupent pas en tendance organisée, hiérarchisée, ceux qui prennent leur position sur la base du mandat syndical.

D'où l'importance des compte rendus.

Combien de militants de cette sensibilité à la C.E.? Hubert Raguin est guesdiste. Pour lui, le syndicalisme doit être asservi aux partis politiques, les votes

ou prises de position de sa sensibilité sont dictés par le parti ou par les tendances organisées extérieures au syndicat.

C'est contre ces mêmes pratiques que les militants syndicalistes libres et indépendants, anarchistes, anarcho-syndicalistes, ont, avec Léon Jouhaux et Robert Bothereau, combattu et dénoncé la mainmise du Parti communiste au sein de la C.G.T. et, devant le verrouillage, créé la C.G.T.F.O.

La «*collusion*» nous a volé le Congrès de Lille. Ne les laissons pas détruire notre organisation syndicale.

J'allais conclure, quand j'ai reçu le «*communiqué interne aux instances de la FNEC: "intervention d'Hubert à la C.E. confédérale du 25 juin 2019"*».

Raguin conforte sa position de double langage:

Il expose ses doutes sur «*la politique de présence et la question de la chaise vide*», évoque son édito, indique qu'il aurait reçu beaucoup de réactions positives; certains auraient considéré que ce texte était légitime du point de vue du fédéralisme mais n'en partagent pas le contenu, «*quelques autres*» considèrent que son texte est «*lamentable*», il dit avoir proposé de discuter de vive voix: sans réponse. Chiche!

Il pose la question: «*Pouvons-nous continuer à nous voiler la face sur la situation?*» Quel aveu!!!

Sublime réflexion: il déclare: «*La Charte du travail se met en place!*»; il évoque les *Gilets-jaunes*, la politique du gouvernement et s'exclame: et nous?

Il indique que les salariés veulent résister, se battre il s'interroge sur l'échec des mobilisations lancées par les Fédérations du Service public et de la Santé et autres, alors que le mouvement des urgences s'organise à côté de ces initiatives .

Naturellement il ne s'interroge pas sur les raisons de cette désaffection des organisations syndicales. Il déclare: «*Il n'y aura pas un coup de klaxon pour avertir que nous sommes dans la Charte du travail. C'est en train de se faire*».

C'est vrai, l'opération à laquelle il a participé pour débarquer Pavageau en fait partie.

Demandons, exigeons la communication du P.V. de la réunion de la C.E. confédérale du 16 mai et de toutes les C.E.; demandons le retrait de la signature de la Confédération F.O. de l'accord AGIRC-ARRCO; demandons aux syndicats de saisir la commission de l'article 39 pour violation du mandat donné par les syndicats de la C.G.T.F.O. réunis en Congrès à Lille en avril 2018 (article 7 des statuts de la Confédération C.G.T.F.O.).

Marc HÉBERT.

PLATEFORME DE DISCUSSION

(suite des articles des éditions 206, 207 et 210)

DE LA CHARTE D'AMIENS ET DE LA RÉFLEXION APPROFONDIE DONT ELLE DOIT FAIRE L'OBJET ...

... si les confédérations se réclamant d'elle ne veulent pas sombrer dans l'accompagnement institutionnalisé de la régression sociale!

Deuxième partie: L'ŒUVRE DU SYNDICALISME POUR L'ÉMANCIPATION INTÉGRALE.

Parti du ras-le-bol d'avoir pour toute liberté de penser que le calcul de ce qu'on peut ou pas acheter quotidiennement, le mouvement des «Gilets-jaunes» a eu l'immense mérite, dans la France d'en-bas, chez les «sans-dents», ceux qui «ne sont rien» ou qui feraient mieux de «traverser la rue pour trouver du boulot», de susciter plus qu'une réflexion sur la «marche du monde», une véritable prise de conscience – on le vérifie au quotidien – ce qui est toujours un premier pas vers l'émancipation individuelle. Comme certains l'affirmaient dans les années «60-68», le prolétaire moderne est celui qui se fait exploiter et **qui le sait**.

Or, nous voici arrivés à une nouvelle croisée des chemins de l'histoire sociale. Toujours et encore, en tant qu'ennemis de classe, face à la bourgeoisie et sa mondialisation de l'économie, sa démocratie liée aux banques du capital et à son système inégalitaire, à sa production de marchandises et leur mise en spectacle.

Nous nous retrouvons confrontés à sa richesse qui nous sépare et nous exclut; à sa prospérité assise sur une misère croissante, mondialisée elle aussi. Confrontés à des choix antagonistes, nous sommes aussi spectateurs de nos propres faiblesses: les rébellions parcelaires nous ramènent au pouvoir de la consommation dont la société ressort intacte, après d'éventuelles dégradations de vitrines du pouvoir, dont la médiatisation filmée consacre la nécessaire répression - arme fatale de ce système sécurisé prétendant garantir liberté et démocratie alors qu'il enterre l'égalité...

Et puis, en ce qui concerne le monde du travail proprement dit - auquel nous sacrifions quand même la majeure partie de notre vie, - nous nous retrouvons (ce n'est même plus un doute) au sein de nos organisations syndicales, face à une conviction très désagréable, celle d'avoir affaire à une bureaucratie qui, chargée de la destinée de l'organisation, obéit à des règles supérieures que la base, de toute manière, ne peut et ne pourrait pas comprendre sans mettre en danger l'organisation, si elle était informée de la réalité.

Ça, mes camarades et amis, abonnés, lecteurs, ça s'appelle un jeu de dupes, et les dupes, ce sont les adhérents et militants de base, ceux qui, selon nos principes (toujours) de base, ont construit la CGT, puis la CGT-FORCE OUVRIÈRE. Et, nous, syndicalistes de base, nous constatons qu'ils nous parlent encore beaucoup de liberté et d'indépendance, mais déjà plus de lutte des classes et la *Charte d'Amiens* a bien failli, dès 2012, au congrès de Montpellier, ne plus figurer qu'en «morceaux

choisis» dans les résolutions FO.

Et pourquoi donc? Et pourquoi le secrétaire général élu au Congrès confédéral de Lille, en 2018, s'est-il vu «éjecté» de la pire façon, une irrémédiable mise en scène – indigne de militants parce que pratiquée par toutes les sociétés secrètes du monde pour se débarrasser du gêneur, de l'empêcheur de tourner en rond - oui, pourquoi?

Mon propos n'est pas de revenir sur ce qui a été fait, mais sur la question que tout le monde s'est posée: qu'est-ce que ça cache? Comment l'État, et l'UE derrière, tiennent-ils la «hiérarchie» confédérale pour que cette dernière ait obéi à ses ordres et, pire encore, fasse ce qu'il faut pour calmer les ardeurs, endormir ses syndicats de base?

En fait, il suffit de confronter la mollesse des circulaires, réactions et discours confédéraux aux régressions sociales successives en cours, pour se convaincre que nous sommes à deux doigts d'être intégrés à l'appareil d'État, dans une nouvelle tentative de corporatisme où les syndicats, depuis longtemps voulus partenaires sociaux, sont désormais adoués «corps intermédiaires»: organismes-tampons, courroies de transmission payés par l'État/UE (via la CES) pour lénifier autant que possible, expliquer l'inexplicable et accompagner le plus loin possible la casse de la protection sociale et la suppression de tous les acquis des classes laborieuses.

Alors qu'ils ressassent et prétendent toujours être libres et indépendants, face à l'évidence de leur incapacité à s'opposer, en tant qu'héritiers de la *Charte d'Amiens*, à une *Union européenne* corporatiste mais pourvoyeuse d'espèces sonnantes et trébuchantes, et à «l'État français» (formule ô combien mémorable, reprise copieusement par la macronneuse et ses médias serviles!) qui les manipule sans aucune vergogne... que nous reste-t-il à faire, nous, militants de base qui constatons désormais la stérilité de leurs (in)actions confédérales, du foutage de gueule de leurs mobilisations «saute-mouton», «y compris par la grève» (pour ceux qui voudraient?), un samedi 21 septembre, par exemple!?

Alors pas question de nous cacher derrière notre ras-le-bol pour ne rien faire. Même si nous avons plus que du souci à nous faire, pour mener à bien la victoire de notre classe dans un combat depuis longtemps inégal, il faut qu'on se bouge! Et commençons par aller voir, dans l'histoire, comment nos anciens ont réagi face aux mêmes pièges – parce que, pour paraphraser Alexandre Hébert - article: «Ce que nous sommes... Ce que nous ne sommes pas...» AS n°7, juillet 1993 (*) - en ce début de 21^{ème} siècle, «les problèmes qui se posent à chacun d'entre nous, ne sont guère différents de ceux qui se posaient à nos prédécesseurs à la fin du 19^{ème} siècle».

(suite en page 6)

Depuis que les classes laborieuses se sont organisées pour défendre leurs intérêts dans une société qui n'envisageait absolument pas de leur donner autre chose qu'un strict minimum les maintenant physiquement aptes au labeur, ils se sont fait bernier, voire trahir, en maintes occasions, que ce soit par les (hommes) politiques – mais là, c'est «fatal», - ou par des camarades qu'ils avaient pourtant mandatés pour les représenter: l'intérêt personnel, l'idéologie, la corruption liée à l'exercice du pouvoir (même le plus minime), ou au fait de le côtoyer d'un peu trop près (parfois, les deux!), l'attrait des privilèges et du «*think-tank*», d'une vie plus aisée, l'appât du gain, la bêtise fataliste, etc..., autant de «bonnes» raisons et de «gènes» pour devenir bureaucrates et trahir leurs camarades.

Néanmoins, des règles fondamentales et des idéaux ont continué de guider au quotidien l'action syndicale jusqu'à nos jours, de bas en haut des pyramides confédérales, et contribué à améliorer notre quotidien de travailleurs jusqu'à il n'y a pas si longtemps.

La volonté de liberté et d'indépendance à l'égard des partis politiques, philosophiques ou religieux, s'est manifestée dès le début de l'organisation – le *syndicat* - dont se dotait la classe ouvrière pour sa lutte vers l'émancipation. Dès 1906, soit onze ans après l'union des Bourses du Travail aux corporations de Métiers, le pouvoir politique, et de la politique, corrompant même les plus sincères, la résolution plus connue sous son titre de *Charte d'Amiens* fut votée à une énorme majorité lors du IX^{ème} congrès de la CGT, et est venue mettre un terme - du moins c'est ce qu'espéraient nos prédécesseurs, à cette époque – aux poussées des guesdistes de le transformer en courroie de transmission d'un parti ouvrier (quel qu'il soit)... L'histoire nous montrera que rien n'est jamais acquis .

Nous étions en 1906, un an après la révolution russe de 1905, révolution massacrée, révolution au cours de laquelle l'organisation des *Conseils ouvriers, paysans*, avait vu le jour sous le nom de *Soviets*.

La *Charte d'Amiens*, en jetant les bases du syndicalisme révolutionnaire, associant dans l'«*œuvre*» du syndicalisme, le combat pour les améliorations apportant une meilleure vie quotidienne, la réflexion sur l'appropriation des moyens de production par les travailleurs en période révolutionnaire, sur la redistribution de cette production, et le rôle que le syndicalisme doit jouer pendant cette évolution, a eu - j'en ai la conviction - une audience bien plus large que dans la seule CGT. De la *Charte d'Amiens* au pouvoir des *Conseils Ouvriers*, c'est le syndicalisme révolutionnaire qui est le fil conducteur. Un anarcho-syndicaliste allemand, comme Rudolf Rocker (*Les Soviets trahis par les bolcheviks*, coll. Textes, Édit. Spartacus), qui a 22 ans à la création de la CGT, est un contemporain des combats pour la liberté et l'indépendance du syndicalisme, et nul doute qu'il a suivi ce combat de près, puisque «*il participa au regroupement des anarcho-syndicalistes allemands: au Congrès des 27-30 décembre 1919, il fait adopter "la déclaration des principes du syndicalisme" qui repoussait l'État et l'étatisme (...) Le congrès de 1919 groupait les représentants de 100.000 ouvriers allemands et allait être l'origine de la future «Association Internationale des Travailleurs»*

(A.I.T.)», écrit Jean Barrué dans l'introduction à l'opus cité ci-dessus.

Qu'est-il dit, dans les statuts de l'A.I.T. (1922), dès l'introduction? «*Contre l'offensive du Capital, et contre les politiciens de toute nuance, les travailleurs révolutionnaires du monde entier doivent édifier une véritable Association Internationale des Travailleurs, dans laquelle chaque membre sache que l'émancipation de la classe ouvrière ne sera possible que lorsque les ouvriers eux-mêmes, en leur qualité de producteurs, parviendront à se préparer dans leurs organisations économiques pour la prise de possession des terres et des usines, et à apprendre également à les administrer en commun, de telle sorte qu'ils soient capables de pouvoir continuer la production et assurer toute la vie sociale.*

La *Charte d'Amiens* ne dit pas autre chose lorsqu'elle précise: «[...] (mais) *cette besogne n'est qu'un côté du syndicalisme; il prépare l'émancipation intégrale [...] et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale* [...]».

De 1906 à 1919, de la *Charte d'Amiens* à l'A.I.T., c'est la transformation du syndicat ouvrier en conseil ouvrier, un passage quasi «naturel» puisque le fonctionnement de l'un comme de l'autre repose sur la souveraineté de l'Assemblée Générale et le mandatement de ses délégués révocables à tout moment dès lors que le mandat porté, ou pas, est terminé.

Revenons à la CGT, et à la CGT-FO. Que s'est-il donc passé pour que, au fil du temps, le second côté de l'œuvre du syndicalisme soit «*passé à la trappe*» ou bien que des camarades le remettent en question, par exemple, Alexandre Hébert qui parle d'illusion à propos du syndicalisme de gestion?

Simplement le rejet du syndicalisme révolutionnaire! Contrairement à ce qu'en pensait Alexandre Hébert, je ne pense pas que des Pierre Monatte et autres anarcho-syndicalistes aient cru à l'imminence de la subversion au point de s'illusionner en parlant de syndicalisme de gestion. Par contre, à cette époque, et parce qu'ils n'avaient aucuns biens, leur réflexion de syndicalistes allait bien au-delà de la seule bataille syndicale pour l'accroissement immédiat du mieux être des travailleurs, bataille devenue notre unique thème de réflexion, dans la seconde moitié du 20^{ème} siècle, au fil des négociations des accords de branche, des conventions collectives et du paritarisme. De fait, et jusqu'à il y a encore peu, une certaine idée (plutôt quantitative) du bonheur s'est matérialisée au cours de toutes ces années de consumérisme, repoussant la réflexion, l'idée d'une organisation égalitaire ou communiste libertaire de la société, dans un idéal de plus en plus éloigné des réalités et réservé à la seule réflexion d'une minorité (agissante?).

Mais, si le syndicalisme révolutionnaire est progressivement apparu comme utopiste et irréalisable, voire effrayant, c'est bien à cause des événements (contre)révolutionnaires se déroulant en Russie. Suite à la première période de la révolution russe, ouverte à tous les espoirs d'émancipation, les bolcheviks, à partir d'octobre 1917, confisquent progressivement le pouvoir aux soviets et se

(suite en page 7

l'approprient en instaurant un régime autoritaire, basé sur la nouvelle «*bourgeoisie soviétique*» (les commissaires politiques), la *Tcheka* et les dénonciations, qui n'auront plus de limites à compter de 1923. Mais ce qu'il se passe de fin 1917 à 1921 suffit déjà à dévoyer le sens du beau et grand mot de «*révolution*» dans l'esprit d'une majorité de militants syndicalistes qui s'en méfieront désormais, et 1922 marquera la 1^{ère} scission de la CGT.

Dès cette époque, la tyrannie étatique du pouvoir dit-communiste – cette fameuse «*dictature du prolétariat*» passée rapidement à la dictature du parti sur le prolétariat, a, du moins en France, «*rayé de la carte*» tout ce qui avait trait à la libération de l'homme par l'homme et au communisme libertaire. Pierre Monatte et d'autres, inscrits au parti, en démissionneront rapidement. Par rapport à ce que la *Charte d'Amiens* avait défini en 1906, le fossé est réapparu, entraînant les scissions syndicales successives. La majeure partie des syndicalistes s'est convaincue qu'il n'y avait rien à attendre de bon d'une révolution et que seule comptait «*l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates*». Et l'appropriation du mot «*communisme*» par les seuls tenants de l'autoritarisme, a contribué à scinder le monde syndical, d'abord dans la CGT, puis au sein de *Force-Ouvrière*, en réformistes et révolutionnaires.

Or, cette division est totalement artificielle, et peu de travailleurs, aujourd'hui, savent que le syndicalisme tel que rédigé dans la *Charte d'Amiens*, est de toute façon révolutionnaire, parce qu'il ne dissocie pas le combat pour un meilleur quotidien, du combat pour un avenir meilleur. Et comme ce dernier suppose l'appropriation des moyens de production par les salariés eux-mêmes, sans autre organisation que celle décidée collectivement, en assemblée générale – et que ce mode de fonctionnement ouvrier s'appelle l'autogestion, - à FO notamment, le mot même est depuis longtemps vu d'un très mauvais œil et suscite de fortes réactions. Et pour cause! Les expériences des années 70, au sein d'une CFDT, très chrétiennement déconfessionnalisée! mais se disant moderniste, où s'étaient fourvoyés anars et «*soixante-huitards*», ont carrément mené à la notion de cogestion entre patron et syndicat d'entreprise. Si d'aucuns s'en souviennent, l'expérience des LIP a été la plus populaire.

Or, pour le syndicalisme de lutte de classes – révolutionnaire y compris - il ne s'agit pas d'autogérer le vieux monde, mais de le subvertir. Et toute la difficulté de l'exercice peut se résumer à cette question: quand? Car les périodes insurrectionnelles ou révolutionnaires sont rares, et les exemples de collectivisations libertaires tout autant. Il faut plonger dans l'histoire de la Catalogne et de l'Aragon de l'année 1936 et début 37, pour avoir une idée positive de ce que ça a pu être, de l'enthousiasme que cela a suscité avant d'être anéanti par les staliniens et un certain Marti.

Mais, dans une toute autre atmosphère, et des conditions de réunions clandestines, des hommes, - et pas que des syndicalistes, - ont su mettre de côté, leurs différences, et, en commun, leurs idées d'un monde meilleur, libéré de la barbarie et de la déshumanisation. En

pleine occupation nazie, dès 1943, le *Conseil National de la Résistance* (CNR) a élaboré *Les Jours Heureux*, un programme de relance économique et sociale dont le fleuron, - la protection sociale, - donne une idée assez nette de ce que la *Charte d'Amiens* entend par «*le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale*».

Sans chercher autre chose que de relancer l'économie pour relever leur pays en ruine, de donner aux français, une fois libérés, les moyens de vivre heureux et socialement protégés, de façon très pragmatique ils ont réalisé un programme révolutionnaire digne de la conception et de l'idéal des syndicalistes révolutionnaires.

Vous penserez peut-être que tout cela est «*tiré par les cheveux*» et peut-être aurez-vous raison. Toujours est-il que le projet de la *Sécurité sociale*, en ce qui concerne sa gestion, avait initialement prévu de ne la confier qu'aux seuls salariés, à travers leurs organisations syndicales, assurément. Mais les patrons n'y étaient pas conviés. J'avoue ignorer encore ce qui a modifié ultérieurement ce projet en y introduisant le patronat, donc le paritarisme: le noyautage de la CGT par les communistes-staliniens, peut-être. Peut-être aussi le fait que les patrons se soient vus confier le versement du *salaire différé* de leurs salariés, directement aux caisses de l'ACOSS, en même temps que leur contribution de solidarité? Peut-être les deux?

Toujours est-il qu'avec la création de la Sécu de 1945, chacun peut se rendre compte qu'il n'est donc pas si utopiste, pas irréalisable, impensable de passer du rêve d'un monde meilleur à sa projection et à sa mise en pratique. C'est une question de volonté. En 1945, la France n'ayant plus rien, a su trouver de quoi mettre en place et payer les premières retraites aux vieux travailleurs. D'autres mondes sont donc possibles en dehors de celui du Capital.

A quel point la création de «*notre*» *Sécurité sociale*, unique en son genre, a-t-elle été révolutionnaire? Il suffit, pour s'en convaincre, de revenir sur l'acharnement de l'Union Européenne, et donc de nos gouvernements successifs qui lui sont inféodés, à en supprimer sa gestion par les seuls salariés, puis par le paritarisme; puis par la prise de pouvoir de l'État sur sa gestion par «*le hold-up du siècle*» (formule de Marc Blondel en 1995), suivi de l'inscription de son budget annuel au vote du parlement, et de sa gestion managériale par enveloppes fermées conduisant à la désorganisation de pans entiers (hôpitaux, soins, assistance sociale, ...) de son édifice social. Jusqu'à quand allons-nous rester dans le constat et accompagner en laissant faire...?

Yvon BOURHIS.

(*) Article reproduit dans la brochure «*Alexandre HÉBERT, Un homme de conviction, Un anarchiste individualiste*», éditée par L'Association des groupes Fernand PELLOUTIER, en janvier 2011. Brochure toujours disponible à 15€, frais de port compris.

VOICI CE QUE J'AI RÉPONDU SUR FACEBOOK CONCERNANT LES CRITIQUES SUR LE MOUVEMENT ET LES MANIFESTATIONS:

Alors que proposez-vous pour continuer la lutte? Sans ces manifestations le mouvement serait mort et enterré car une lutte c'est difficile surtout quand elle est de longue haleine en plus avec la répression du préfet qui a mis des arrêtés partout c'est très compliqué. Je ne dis pas ça pour vous mais moi je sais pourquoi je suis sorti dès le 17 novembre et je sais aussi pourquoi malgré la pression exercée sur ma famille et moi même je suis toujours là. Même si certaines actions ne me plaisent pas forcément j'y participe car on ne fait pas une révolution à la carte. Rien n'a changé; même pire, tout s'accélère; je ne prends pas cette lutte pour un hobby mais pour un combat qui ne fait que commencer.

Bien avant ce fameux 17 novembre, je ne pouvais vivre dans cette société inégalitaire avec son système à bout de souffle. Sauf erreur de ma part, il est toujours en place alors qu'on est dans un pays riche, le gouvernement et les gouvernements appauvrissent la grande majorité du peuple; ils nous piétinent et les gens ne réagissent pas. Ils détruisent tous nos acquis, ils ferment des usines, des écoles, ils continuent leur réformes mortifères: retraite, assurance chômage, sécurité sociale. Ils vont bientôt privatiser nos services publics déjà à bout de souffle à cause de leur politique: les hôpitaux, les maisons de retraite, les administrations disparaissent peu à peu car ils ne leur donnent plus de moyens humains pour fonctionner.

Oui j'ai la rage de voir des vieux retravailler pour survivre, oui j'ai la rage de voir que notre avenir c'est la précarité, oui j'ai la rage que les salariés soient juste des variables d'ajustement pour faire plus de profits, oui j'ai la rage de faire bouffer de la merde bourrée de pesticides à mes enfants faute de moyens, oui j'ai la rage de voir mon beau pays dans cet état et je ne peux me résigner à rester chez moi, même si au bout d'un moment je vois que les gens abandonnent et restent chez eux, peut-être qu'ils ne sont pas assez dans la merde ou peut-être qu'ils acceptent tout ça, mais moi ce n'est pas mon cas et je serai toujours présent car il y a urgence.

Frédéric VUILLAUME - 19 juin 2019 - 7h38.

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»

19, rue de l'Étang-Bernard
44400 REZÉ

Abonnement pour 20 n°s: 40 euros

Abonnement de soutien: 50 euros

Verser à:

Association des Groupes Fernand PELLOUTIER

N° CCP 9998 28D Nantes

19, rue de l'Étang-Bernard - 44400 REZÉ

Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste
Dépôt légal: Bibliothèque nationale de France

Fondateur de publication: Alexandre HÉBERT
Directeur de publication: Marc HÉBERT.

<http://www.uas-pelloutier.fr>
uas.pelloutier@laposte.net

ODE À MAILLY, OU: LE BLUES DU DENTISTE ! ...

par le père Nicieux

(«J'suis pas dentiste, mais j'suis plombier, entre voisins, faut s'entraider!»)

Comme quoi on peut être anarchiste à 20 ans, quand on est jeune, et écrire dans le *Monde Libertaire*, et considérer les syndicats comme des bureaucraties sans aller chercher plus loin..., et puis une fois acquise la renommée de journaliste critique? d'investigation? polémique?, commettre un film documentaire sur une organisation, FO par exemple, sans rien y connaître, mais en sélectionnant des confrères supposés spécialistes de la chose, et puis faire parler les principaux intéressés de manière la plus naturelle qui soit... sauf qu'après montage, à part nos pétroleuses lui cassant du sucre su'l'dos!????

Un documentaire à la gloire de JCM le saint, le pur, la victime, le trahi par son successeur... imaginez la désillusion et la rancœur!

Innocent, Mailly? Dans ses deux derniers congrès au moins, dès lors que des camarades ont pointé du doigt les immobilismes ou les laisser-faire de l'appareil FO, la manière méprisante dont il renvoie ses contradicteurs à leurs gesticulations, reste encore insupportable, même avec le recul.

Alors, de le voir, là, à la tribune, la tape amicale à Souillot, pendant que les contestataires montent au créneau... et puis l'horreur, la découverte que son successeur, qui faisait partie de son équipe, l'a trahi en votant contre son rapport d'activité... alors qu'il n'y avait pas de problème de succession, que Pavageau était le seul candidat, *Trahison!*

...Et là, prenant l'air sur le balcon d'une des chambres d'hôtel qui avait défrayé la chronique lilloise, Mailly et Veyrier, de vrais amis, et Veyrier de s'exprimer, Mailly le regardant, toutes oreilles dehors, convaincu.

...Retour dans la salle du congrès, à la tribune, regard appuyé et entendu entre Mailly et Souillot...

Alors, là, ça te saute aux yeux, tu récap' vite fait, tu sais que Pavageau est mort, c'est décidé, d'avance, c'est bâché. Il y a des complicités, des regards qui ne trompent pas. Le ver était dans le fruit, il suffisait de l'en sortir avec l'outil adéquat!

Ohlala, ça y est, on arrive à l'affaire des fichiers! Vous vous rendez compte, ça c'est fait pendant que Mailly était secrétaire général! - c'est Mailly qui le dit, carrément estomaqué, ça c'est fait dans son dos, pendant qu'il était au manche, à piloter l'appareil, l'autre, là, mettait en place un système de fichiers ignoble, (in)digne... des consignes de Lénine dans *La Maladie Infantile du Communisme* ou des *21 conditions de la III^{ème} internationale* ... mais ça ne s'est pas, ça!

...vous vous rendez compte, untel ... complètement fou, a eu le cancer et aime le bateau... dans la bouche de Mailly, ça continue à mal sonner, comme un air de trop bien orchestré pour être vrai – le militant en question n'est pas de ses amis!

La cerise sur le gâteau de ce docu merdeux, c'est quand même les trois journalistes (auto)proclamés spécialistes de FO, à des milliers de kms de la culture du mandat (savent-ils seulement ce que c'est?) pour qui le syndicalisme n'est qu'un sujet subsidiaire et donc n'en n'ont rien à battre pour sortir l'antienne tellement rebattue, elle: «pour savoir comment fonctionne FO, c'est très compliqué, c'est une auberge espagnole».

UN SACRÉ COUP D'GUEULE...

... du père Siffleur

Où ça nous mène, la casse sociale orchestrée par l'capital et ses nervis d'État!

Maudite CARSAT!

Ah, i's ont bien fait d'changer son nom, les maudits! Bondiou, dans nos accueils téléphone et physique, on a d'plus en plus d'monde à v'nir s'plaindre de la CARSAT. Refus de continuer à payer, pardon, à indemniser un-e salarié-e en ar-rêt d'travail suite à un accident (de travail), refus d'accorder une pension d'reversion pour cause de plafond atteint, alors que non pour la veuve, etc... Et toujours aussi caustique, toujours aussi repoussoir, comme si l'salarié était coupable d'avance, ou d'participer au trou d'la Sécu.

Mais, bondieu, la Sécu, elle a pas été créée pour qu'les salariés se r'trouvent face à un mur bureaucratique avec ses consignes d'austérité et d'compression des dépenses, non?, et d's'retrouver face à d'autres salariés comme eux, chargés, par leurs chefs, de faire le vide dans les accueils, d'envoyer des courriers de rejet, de refus,...

Et ces chefs-là, hein? Payés pour se taire, jusque quand ils vont supporter d'êt' la val'taille des valets du d'ssus, et d'servir de courroie de transmission au ministère du travail et d'la santé, hein?, qu'a r'çu les consignes d'au-d'ssus, d'l'aut bourreau d'l'Exécutif payé par nous, mais aux ordres d'la finance et des banques!

Maudits capitalos et leurs nervis!

Quand est-ce qu'i' vont arrêter avec leurs cadeaux d'exonération de cotises aux Gros, quand est-ce qu'i' vont arrêter d'dire que c'est des charges, quant esse qui vont enfin accepter d'dire que c'est not' salaire à nous, qu'à la Libération, nous aut' et eux, avons accepté d'mett' au pot commun, par l'intermédiaire d'eux services comptab's pour qu'ça rent' plus vite dans les caisses de la Sécu?

L'patronat, c'qu'il a à charge, c'est ses contributions personnelles à la solidarité générale et ses taxes et impôts à la solidarité nationale, c'est tout. C'est p'têt' beaucoup pour eux, là, i' nous r'semblent, dans c'sens où ils préfér'aient gagner davantage. Mais quoiq'ils disent, y'a d'jà pas d'place pour l'bonheur de tout l'monde, dans leur société, alors, pensez si y'a d'la place pour qu'tout l'monde s'mette à son compte?!

Maudits voleurs!

Alors, qu'i' arrêtent, l'État et ses sbires, d'nous la voler not'Sécu. Elle a été créée pour qu'on cotise selon nos moyens, et qu'on en profite selon nos besoins, et eux, qui veulent dominer tous les aut', i' n'ont qu'à êt' solidaires de ceux qu'ils exploitent, p'isqu'i's en profitent tout autant qu'nous, d'la Sécu, par les soins qu'i' r'çoivent, des alloc' qu'i' touchent pour leurs mouflets et des r'traites qu'i's'font...

Et alors, arrivé à c'point d'mes souv'nirs, faudrait aussi qu'les salariés, i' sachent ou qu'i' s'rappellent qu'l'État leur a volé (l'budget d'la Sécu -) 1.000 milliards de francs en 1995 («le hold-up du siècle» qu'il avait app'lé ça, l'père Blondel!), et qu'là, derrière la maudite contre-réforme des r'traites, c'est encore 600 milliards d'euros sur lesquels l'État s'prépare à faire main basse ... et gageons-bien qu'on n'les r'verra point, ces euros-là, bondieu, quand i's auront changé les cotises en points, ... et la répartition en fonds d'pensions!

Ah, les maudits!

Et alors, qu'est-ce qu'i' attendent, dans les Centrales Syndicales, pour réclamer une véritab' caisse de solidarité, comme elle existait jusqu'au 20 août 1967, refusionner l'pot commun «maladie, famille, retraite» pour que l'excédent de l'abonde le déficit de l'aut', quand y'en a, du déficit – parc'que, du côté du Privé, en général, si l'État, désormais Patron d'la Sécu, il exonère pas les patrons de nos cotises, y'en a pas du déficit, bon dieu! - mais côté des caisses publiques, ah là, comme l'État a pris l'habitude de tout truquer et d'pas payer c'que les salariés avancent pour lui, c'est d'leur côté, aux caisses publiques, qu'i' y'en a, du déficit! Et à c'theure qu'les hôpitaux publics sont obligés de traiter les malades par env'loppes, l'État peut p'us dire qu'c'est les hôpitaux qui creusent le trou, vu qu'il laisse s'dév'lopper les cliniques, pardon, les hôpitaux privés - pompes à fric! Les malades du public, quant à eux, s'ils n'ont pas d'pognon, i's ont qu'à crever sur l'chemin des urgences!!!

ABONNÉ(E)?

Chère lectrice, cher lecteur,

Je sais que c'est ringard, mais je n'ai pas envie d'apprendre de nouvelles règles de grammaire ou de syntaxe, ... enfin de ces trucs qui m'ont trop fait transpirer sur les bancs de l'école.

Donc très cher!

Notre journal te plaît beaucoup puisque tu lis même ce petit article. C'est un vrai journal d'opinions, écrit par des travailleurs acharnés à faire valoir l'expression anarcho-syndicaliste.

Nous fonctionnons de façon très simple: au cours de la réunion bimestrielle de l'*Union des Anarcho-Syndicalistes*, après les prises de paroles sur l'actualité sociale et syndicale, le «directeur de publication» collecte nos propositions d'articles et il suggère quelques thèmes parfois. Souvent nous arrivons avec un article en tête et même plusieurs pour certains qui sont très prolixes! Pas de censure, ni d'auto-censure, seul le besoin essentiel d'écrire pour bien préciser nos analyses, nos coups de colères, nos révoltes de syndicalistes non soumis à de quelconques idéologies. Notre émancipation passe par l'écriture comme souvent dans le monde ouvrier.

Pas de financements occultes provenant de partis politiques, ni de sectes, ni de grands patrons (rire), uniquement le financement provenant de nos abonnements!

Et voilà cher lectrice ou cher lecteur, un bon ami t'a fait connaître l'A.S. en te le photocopiant? C'est bien.

Ce journal t'intéresse? Alors abannes-toi!

Papiers, impressions et timbres ont un coût! Ce journal n'est pas virtuel! Alors, abannes-toi à l'A.S.!

Fraternité,
Christine.

LES NUITS BLANCHES ET IDÉES NOIRES...

... du père Cuteur!

Allez les verres!!!

La liste JADOT a remporté 3.055.023 suffrages, soit 6,46% du corps électoral souverain!!! Pourquoi s'en félicitent-ils? Parce que 13 d'entre-eux ont maintenant une rente supra-nationale assurée pour cinq piges, avec tous les avantages en nature afférents.

Y-a cinq balais leurs *homologues* comptabilisaient 1.696.442 accreditifs, soit seulement 3,64% des pouvoirs. Ça s'arrose! nom d'un bulletin!

Ça en donne des crédits: dans leur famille politique, dans leurs alliances putatives (j'adore ce qualificatif!), dans les ores de la Rrépublique, dans quelques bistrots boboliblib, et chez les commerçants qui vendent des bouteilles de verres garanties élevées sans pesticides, et imprimées avec de l'encre pure-Chine (col-Mao compris!).

Faut dire qu'ils n'avaient pas fait un aussi bon score depuis 2009 (1.696.442 blanc-seings, soit 6,36% du même corpus divinus!).

Boire un bon coup tous les 10 ans, c'est long d'attendre! faut ben qu'le coup soit bon!

Allez les verres... de Suède!!!

Dans le même temps leurs amitiés suédoises comptaient 478.258 bulletins, c'est-à-dire 6,31% des ayant-droit de votes. Y-a cinq ans, c'était 572.591 et 7,78%! Là, la taille du verre a diminué.

Après tout le ramdam qu'a fait une certaine Greta THUNBERG pour sauver sa planète, j'en constate que la société suédoise ne souhaite pas forcément un avenir où l'école buissonnière du vendredi ferait modèle!

C'est pas avec des allumettes, même suédoises, qu'on va s'chauffer c't'hiver!

BELLAMY et son légume bio!!!

Le VEAUQUIET du Puy-de-Dôme avait trouvé un porte-con qui lui seyait: assez cul-béni pour exciter les nones en retour d'âge, et assez con pour paraître ne pas trop l'être dans le concert de la bêtise politique. Hélas! il en faut peu pour que la connerie atteigne accidentellement le paroxysme d'elle-même, ce qui est tentable dès la première apparition du vieille bigote en manque... d'apparition virginale.

Pas de chance, BELLAMY était piloté par celui que l'*Agité du bocage vendéen* (1) surnommerait déjà: le *Fou-du-Puy*.

«V'la du pâté, v'la du pâté de peup' souverain» (2).

Allez les vers!!!

La lepénye héréditaire est satisfaite: elle a gobé à la concurrence 5.286.939 blérots prêts à en découdre avec les envahisseurs européen-européens. Y-a cinq ans ils étaient 4.712.461, et au premier tour de la présidentielle 7.678.491 prêts à les bouter hors de France.

Si le nombre de blérots est à ce point ou en régression ou en fluctuance, faudra p'têt qu'elle s'accorde avec le JADOT pour les faire classer «*espèce à protéger*».

Allez les pics-verts!!!

Malgré sa haute extraction étatique et ses diplômes universitaires internationaux, LOISEAU de mauvaise augure essaie de nous prendre pour des gogos en laissant accroire qu'elle ne savait pas que, en milieu étudiant, «*droite*» signifie en fait «*ultra-droite*», et ça dure depuis 70 ans!!!

Elle aurait pu en son temps être... trotskyste par exemple!!! Oui! c'est bien trotskyste! C'est même très snob en certains milieux! Plus seyant et plus intell'oh! que fasciste en tout cas! Mais hélas!... le bolchevisme, ça rend toujours... moins nombreux!

Étonnant! non?

Au loup! au loup!

On dénombre donc un peu plus de 490.000 humains adeptes d'une *Déclaration des droits des animaux*, à l'heure où les droits contenus dans une déclaration applicable depuis 230 piges à leur propre espèce sont bafoués par une bande de fauves aux commandes de l'Économie et de l'État.

Y'a un problème de hiérarchie des normes là-aussi!

«*Les vach's, les moutons, Les oué's, les dindons, Pâtur'nt dans les chaum's d'orge à bell's goulé's tranquilles Sans s'ment son-ger qu'i's sont privés d'leu's droués civils*» (3).

Allez les roses-verts-rouges!!!

Les potentialités d'alliance supra et super-étatique qu'offre l'*Ordre nouveau* sont immenses. Ainsi le Merluchon marseillais se voyait-il déjà à la tête des bataillons partant défendre la patrie en danger sur toutes les frontières... avec le Ruffin mémorisant la montée des volontaires sur DVD-roms recyclés en Chine populaire ou à Cuba.

La chute des cours du maquereau politique constatée dans les criées des ports du ponant touche également les poissons nobles révolutionnaires.

«*Je suis du parti du travail, contre le parti du capital, et j'ai travaillé toute ma vie. Or, qu'on le sache bien, de tous les parasites que je connais, la pire espèce est encore le parasite révolutionnaire*» (4).

Que le poisson rouge aille donc se faire frir ailleurs, et surtout hors de la Syndicale!!!

Au temple d'Hamon

Le Grand-prêtre du culte du revenu universel a remis 10 tunes dans le bastingue votardeux sur cet avenir social zozialiste!!! Mal lui en a pris: ses 741.772 papelards, c'est pas derch' devant les 2.291.288 qu'il avait récolté au nom de tous les zozialistes à la présidentielle de 2017!

Mais l'avenir pourrait s'éclaircir pour lui: aussitôt la macroneuse rassurée pour elle-même, son pontife remet 1.000 balles (l'a du pez l'i!) dans le tromblon du «*revenu universel d'activité*». Il va le faire, mais «*d'activité*»! Feignants! traversez la rue! et gare aux gros 4x4!

Hamon, lui, a bien mérité... une place à l'Aquarium ou au Panthéon de la Macronie!

Mot de passe...

On nous communique: PS ne signifiant plus que: *post-scriptum*, et PC: *pour conclure*, les électeurs des différents morceaux de ces anciens partis prendront soin, pour communiquer entre eux sans se faire repérer d'utiliser le sésame suivant:

- Question: *PSchitt!*

- Réponse attendue: *T'en veux encore!*

(1) Faut quand même reconnaître que Sa Vicomterie a sorti à cette occasion un bel ouvrage: *J'ai tiré sur le fil du mensonge et tout est venu*, Édition Fayard, 412 pages dont une centaine de documents inédits. Ce n'est pas le premier ouvrage sur cette question, mais lire encore les aventures de Robert SCHUMAN (le boche!), Jean MONET (le ricain!) et Walter HALLSTEIN (le nazi!) dans un langage autre que celui faux-culs, c'est... doucement... laxatif...

(2) Extrait de «*Les électeurs*» de Gaston COUTÉ, un autre natif de Beaugency, nom d'un bottereau!

(3) Idem note n°2 - Signalons au passage la publication des œuvres complètes de Gaston COUTÉ par les *Éditions libertaires*. A réserver.

(4) Pierre-Joseph PROUDHON, dans *Confessions d'un révolutionnaire*, 1849.